

CENTRE de GESTION de la

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

d'EURE-ET-LOIR

Séance du 3 juillet 2023

Nombre de membres

27

Nombre de présents

13

Pouvoirs :

9

Nombre d'absents

14

Nombre de votants

22

Quorum

14

L'an deux mil vingt-trois, le 3 juillet à 16h00, le Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir dûment convoqué le 22 juin 2023 s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bertrand MASSOT.

Etaient présents :

- Martine BOUILLARD, Adjointe au Maire du COUDRAY,
- Michel CHARPENTIER, Maire de FONTENAY-SUR-EURE,
- Alain CONTREPOIS, Conseiller municipal de CHARTRES,
- Benoît DELATOUCHE, Maire de BARJOUVILLE,
- Jean-Luc DUCERF, Maire d'AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN,
- Philippe GALIOTTO, Maire de COLTAINVILLE,
- Jacky GAULLIER, Maire de SAINT-GEORGES-SUR-EURE,
- Bernard GOUIN, Vice-Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BONNEVALAIS,
- Sylvie HONNEUR-BUCHER, Conseillère départementale d'Eure-et-Loir,
- Bertrand MASSOT, Maire de LUISANT,
- Martine MOKHTAR, Administratrice du CCAS de CHARTRES,
- Benoît PELLEGRIN, Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BEAUCE, **arrivé en cours de séance**,
- Jean-Louis RAFFIN, Maire de CHATEAUNEUF-EN-THYMERAIS,

Pouvoirs :

- François BELHOMME, Maire d'EPERNON, a donné pouvoir à Jean-Louis RAFFIN,
- Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU, adjointe au Maire de NOGENT-LE-ROTROU, a donné pouvoir à Martine BOUILLARD,
- John BILLARD, Maire du FAVRIL, a donné pouvoir à Jean-Luc DUCERF,
- Marie-Pierre DAVID, Adjointe au Maire de LEVES, a donné pouvoir à Alain CONTREPOIS,
- Hélène DENIEAULT, Maire de CHALLET, a donné pouvoir à Philippe GALIOTTO,
- Patrick LAFAVE, Conseiller communautaire de la COMMUNAUTE DE COMMUNES FORETS DU PERCHE, a donné pouvoir à Benoit PELLEGRIN,
- Corinne LE ROUX, Maire de BOUTIGNY PROUAI, a donné pouvoir à Benoit DELATOUCHE,
- Evelyne LEFEBVRE, Conseillère Départementale d'Eure-et-Loir, a donné pouvoir à Sylvie HONNEUR-BUCHER,
- Damien STEPHO, Maire de VERNOUILLET, a donné pouvoir à Bertrand MASSOT,

Absents excusés :

- Olivier MARCADON, Maire adjoint de LUCÉ,
- Caroline VABRE, Conseillère municipale de DREUX
- Max VAN DER STICHELE, Maire de VER-LES-CHARTRES,

Absents :

- Ghizlan CHOUAYB, Conseillère municipale de CHATEAUDUN,
- Lydie GUERIN, Administratrice de la CAISSE DES ECOLES DE DREUX

Secrétaire de séance :

- Martine BOUILLARD

Assistaient également :

- Céline ROUSSET, Directrice Générale
- Oriana CAUQUIS, Responsable du pôle Gestion des Ressources et Archives

Séance du 3 juillet 2023

Objet : Approbation du rapport d'activités 2022

Exposé de Bertrand MASSOT, Président

Conformément à l'article 27 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion, le Conseil d'administration du Centre de gestion approuve le rapport d'activités préparé par le Président.

Le Président présente le rapport d'activités 2022.

Il est demandé au Conseil d'administration :

- d'approuver le rapport d'activités 2022 du Centre de gestion

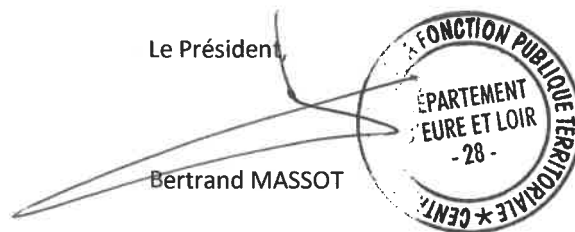
Vu l'avis favorable du Bureau réuni le 15 juin 2023

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

➤ d'approuver le rapport d'activités 2022

Le Président,

Bertrand MASSOT



Certifié exécutoire compte tenu

De la transmission en préfecture le : 19/07/2023

De la publication le : 19/07/2023

Par délégation,
La Directrice Générale,
Céline ROUSSET

Envoyé en préfecture le 12/07/2023

Reçu en préfecture le 12/07/2023

Publié le

Berger
Levrault

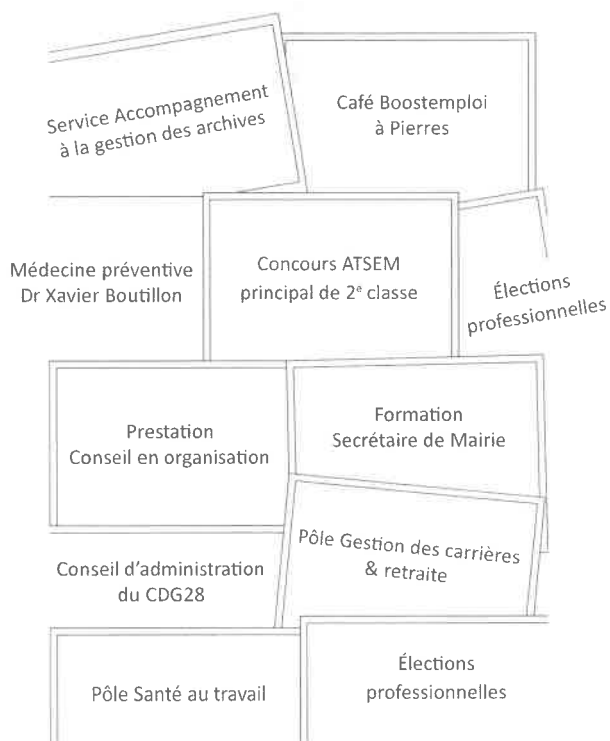
ID : 028-282800374-20230712-2023_D_37BIS-DE



centre de gestion de la fonction publique territoriale
EURE-ET-LOIR

RAPPORT
D'ACTIVITÉS

2022





SOMMAIRE





Céline Rousset, Directrice des services, et Bertrand Massot, Président du centre de gestion d'Eure-et-Loir

LE MOT DU PRÉSIDENT

Après deux années perturbées, les activités du centre de gestion d'Eure-et-Loir ont pu reprendre leur cours, en 2022, avec notamment l'aboutissement de plusieurs projets, ainsi que le lancement de nouveaux services.

La santé au travail et la protection sociale sont des sujets de plus en plus stratégiques et essentiels, pour les collectivités locales, afin de lutter contre l'absentéisme et favoriser le bien-être au travail d'une part ; renforcer leur attractivité d'autre part, dans un contexte de vieillissement des effectifs (48 ans de moyenne d'âge dans le département) et de pénurie de candidats à l'entrée dans le secteur public, tous métiers confondus.

Pour répondre à ces préoccupations, le CDG28 met à disposition des collectivités euréliennes deux nouvelles prestations :

- le service de médecine préventive, ouvert en septembre 2022, est l'aboutissement d'un travail important, initié dès 2017, en partenariat avec la Préfecture, et le soutien financier de l'État à travers le financement d'une partie de l'investissement qu'a nécessité la création de ce service. Un médecin du travail ainsi qu'une secrétaire médicale sont ainsi venus renforcer les effectifs du CDG28. Ce service est désormais ouvert aux collectivités et établissements publics du département, ainsi qu'aux administrations de l'État du département d'Eure-et-Loir.
- le CDG28 a également piloté, avec 3 autres centres de gestion de la Région Centre-Val de Loire, une consultation pour choisir des organismes en charge de proposer une offre de mutuelle santé et une offre de prévoyance. *Intériale* et *Territoria Mutuelle* sont les nouveaux partenaires du CDG28, dans le cadre de deux conventions de participation conclues par les 4 CDG. Cette action permet aux agents des collectivités adhérentes, avec la participation financière des collectivités, de bénéficier d'une couverture sociale (santé et/ou prévoyance) de qualité, à un coût maîtrisé.

Le CDG28 a également mis en place le conseil en organisation ainsi que la médiation préalable obligatoire, dans le souci de répondre aux problématiques rencontrées par les employeurs territoriaux ainsi qu'à leurs obligations légales.

2022 a également été marquée par l'organisation des élections professionnelles, avec un peu plus de 8 000 électeurs appelés à désigner leurs représentants, au sein des différentes instances paritaires. Ce qui a représenté une charge de travail certaine pour les services RH des collectivités ainsi que pour les équipes du CDG28, tout au long de l'année. Avec un constat : une faible mobilisation des électeurs pour ce scrutin dans le département, ne faisant pas exception dans le paysage national.

L'organisation du concours d'ATSEM a également marqué cette année 2022, avec plus de 900 candidats accueillis, ayant nécessité une mobilisation importante du CDG28.

La mise à disposition de personnel par le CDG, avec son service INTERIM Territorial a connu un bel essor, avec plus de 1000 journées de missions en collectivité. Un signe supplémentaire du manque de personnel disponible et qualifié pour assurer les nombreuses missions administratives dans les collectivités affiliées au CDG28.

La production règlementaire s'est poursuivie en 2022, avec 149 textes parus relatifs à la gestion des ressources humaines, et à mettre en application, par les employeurs territoriaux, avec l'accompagnement statutaire et juridique des services du CDG28.

Enfin, le CDG poursuit sa mue, en travaillant sa communication ; 2022 a vu, entre autres, le lancement des travaux de refonte de son site internet, et de nombreux documents ont été chartés et remaniés, afin de rendre l'information qu'il délivre plus accessible. Le CDG28 relaie bon nombre d'informations utiles sur sa page *LinkedIn*, n'hésitez pas à vous abonner !

Je vous souhaite une bonne lecture du bilan d'activités 2022 du CDG28.

Bertrand Massot

Président du centre de gestion de la fonction publique d'Eure-et-Loir

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2022



FÉVRIER

Réforme du Conseil médical : fusion du Comité médical et la Commission de réforme

2



MAI

Café Boostemploi à Pierres

5



JUILLET

Travaux d'aménagement des locaux du centre de gestion et réorganisation des services

7



SEPTEMBRE

Premières consultations pour le service de médecine préventive

9



OCTOBRE

Lancement de la mission Médiation préalable obligatoire (MPO)



Examen professionnel animateur principal de 2^e classe

10



Concours ATSEM principal de 2^e classe



Lancement des offres conventionnées de protection sociale complémentaire proposées conjointement par 4 CDG de la région Centre-val de Loire : Indre, Cher, Loir-et-Cher et Eure-et-Loir.

11



NOVEMBRE

Participation au DuoDay



Café Boostemploi à Anneau-Bleury-Saint-Symphorien

12



DÉCEMBRE

Élections professionnelles

BUREAU EXÉCUTIF



Bertrand Massot, Président

5^e Vice-Président du Conseil départemental en charge de l'Enfance, de la Famille, de l'Insertion et de l'Emploi • Maire de Luisant



Martine Bouillard,

1^{ère} Vice-Présidente en charge de la santé et de l'action sociale Adjointe au Maire du Coudray

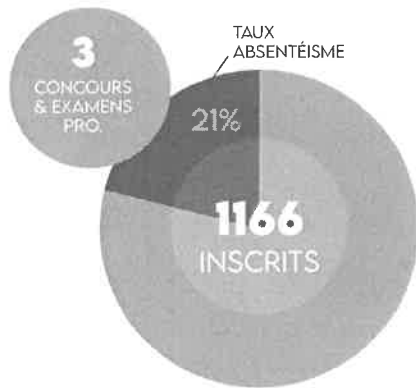


Jean-Luc Ducerf,

2^e Vice-Président en charge de la gestion des carrières Maire d'Anneau-Bleury-Saint-Symphorien

PÔLE ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI TERRITORIAL

CONCOURS & EXAMENS PROFESSIONNELS



66 POSTES OUVERTS



87 CANDIDATS ADMIS



128 471€ COÛT ORGANISATION

TEMPS FORTS 2022

- 922 candidats présents au concours ATSEM principal de 2^e classe.
- Lancement de la prestation *Conseil en organisation* afin de répondre aux enjeux RH par un accompagnement à la gestion des ressources.
- Le service de remplacement devient l'*Intérim territorial*, une dénomination traduisant les nouvelles offres du dispositif, en particulier le tutorat ainsi que l'expertise budgétaire et administrative.
- 5 bénéficiaires du RSA accompagnés en partenariat avec le Conseil départemental.

CONSEIL EN RECRUTEMENT



Sur les années précédentes, les employeurs sollicitaient en majorité le service *Conseil en recrutement* sur une partie spécifique de la prestation.

En 2022, les collectivités ont souhaité être accompagnées sur la globalité de la procédure de recrutement, de la définition du poste à l'accompagnement dans le choix final du candidat. Cela se traduit par une baisse de volume des prestations (-55% par rapport à 2021) mais une hausse (+50%) des montants facturés.



1358 offres publiées

+13% offres d'emploi par rapport à 2021

21 entretiens conseil emploi

FORUM EMPLOI

Participation aux cafés *BoostEmploi* à Pierres et à Maintenon, 50 demandeurs d'emploi reçus.

SERVICE DE REMPLACEMENT

RAPPORT SOCIAL UNIQUE

FILIÈRE SECRÉTAIRE DE MAIRIE



- 81% de retours effectifs
- 292 collectivités validées



100% des lauréats ont été recrutés suite à leur formation secrétaire de Mairie.

POLE GESTION DES CARRIÈRES

TEMPS FORTS 2022

• LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES EN CHIFFRES

- 2 recensements des effectifs ;
- 3 réunions de concertation avec les organisations syndicales ;
- 8001 électeurs ;
- 3 jours et demi de mises sous plis ;
- 4 syndicats représentés dans les instances du CDG : CFDT, FO, CGT, SNDGCT ;
- 10 listes présentées pour les 5 instances (chiffre relativement faible) ;
- 24 000€ : coût de l'organisation

- Activité exceptionnelle du pôle en raison de l'organisation des élections professionnelles et de l'impact de la réforme des agents de catégorie C (80% des effectifs gérés par le centre de gestion)
- Mise en œuvre de réformes statutaires : réforme des agents de catégorie C au 1^{er} janvier, réforme des agents B du NES au 1^{er} septembre, modification de l'indice minimum de traitement
- Formation des agents à la réglementation chômage afin d'améliorer le conseil statutaire auprès des collectivités

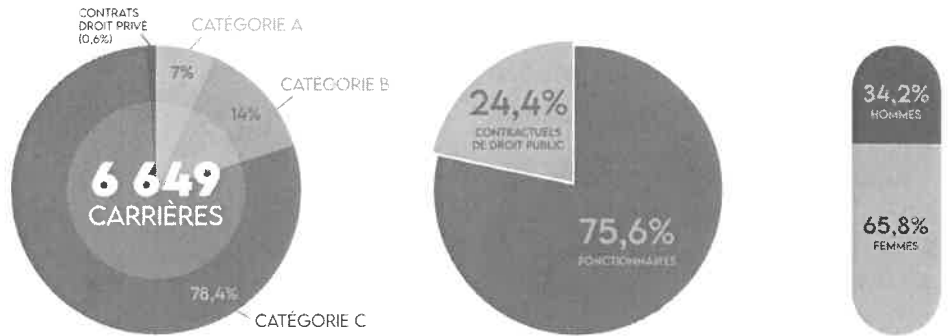
RENDEZ-VOUS PERSONNALISÉ AVEC LES ÉLUS



4
RENDEZ-VOUS PERSONNALISÉS COLLECTIVITÉS AFFILIÉES

Peu de rendez-vous pour 2022 en raison du plan de charge exceptionnel du pôle.

LE SUIVI DE LA CARRIÈRE



Les effectifs globaux sont en légère augmentation par rapport à 2021 (+ 2%), à noter :

- une légère augmentation dans les 3 catégories hiérarchiques ;
- une augmentation du nombre de contractuels (+13%) ;
- une répartition homme / femme globalement constante.

SAISIE DES ARRÊTÉS



21 919
ACTES SAISIS
+ 56,16%

Le nombre d'actes a doublé en 2 ans, cette augmentation s'explique par :

- la saisie des arrêtés de reclassement et bonification des agents de catégorie C au 1^{er} janvier 2022 ;
- la mise à jour des carrières pour les élections professionnelles.

PROMOTION INTERNE



102
DOSSIERS INSTRUITS
32 inscrits

sur listes d'aptitude

Le nombre de candidats et d'inscriptions sur listes d'aptitude restent constants malgré une forte augmentation du nombre de possibilités. Aucun dossier reçu pour des cadres d'emplois disposant de possibilité de nomination tels que attaché de conservation du patrimoine, conseiller socio-éducatif ou conservateur de bibliothèque.

CONSEIL STATUTAIRE



1 388
RÉPONSES
+ 0,5%

Le nombre de questions traitées et le délai moyen de réponses restent constants malgré l'impact des élections professionnelles sur l'activité du pôle et l'absence d'une gestionnaire pendant 2 mois.



5,08
JOURS
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT
5,18 en 2021

PÔLE CONSEIL RESSOURCES HUMAINES

LE CONSEIL JURIDIQUE



890
RÉPONSES

- 12,7% par rapport à 2021



5,64
JOURS

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT
6,98 jours en 2021



22

NOUVELLES
FICHES THÉMATIQUES
ET MODÈLES D'ACTE

+ 60 mises à jour

- Après une augmentation importante de volume sur les deux dernières années liée à la thématique COVID, le nombre de questions est revenu à son niveau de 2019.
- La diminution du délai de traitement s'explique, d'une part, par la présence d'une apprentie pendant l'année, et d'autre part, par un renvoi plus fréquent aux fiches thématiques plus nombreuses.
- Le nombre de textes parus en 2022 (149 textes) a fortement sollicité l'activité conseil juridique du pôle.

SECRETARIAT DES INSTANCES PARITAIRES

CT/CHSCT



6

RÉUNIONS



619

DOSSIERS

- 14% par rapport à 2021

En 2022, **60% des collectivités** ont adopté les lignes directrices de gestion (LDG), thématique qui avait accru le nombre de dossiers en 2021. 61 dossiers de mise à disposition liés aux mutualisations.

CAP



7

SÉANCES



8

DOSSIERS

- 27,3% par rapport à 2021

Activité restreinte du secrétariat des CAP. Les décisions prises en matière de promotion et d'avancement sont, depuis 2021, exclues de la compétence des CAP et relèvent désormais des collectivités dans le cadre des LDG.

CCP



3

RÉUNIONS



3

DOSSIERS

Peu de saisine des commissions consultatives paritaires, les cas concernent essentiellement les licenciements.

CONSEIL DISCIPLINE



5

SÉANCES

L'activité du conseil de discipline s'est fortement réduite tant pour les fonctionnaires (-60%) que pour les contractuels (-50%).

MISSIONS FACULTATIVES

• ACCOMPAGNEMENT RETRAITE



71

DOSSIERS
TRAITÉS

42% en réalisation
- 29,7% par rapport à 2021



5 135€

PARTICIPATION COLLECTIVITÉS
- 30,9% par rapport à 2021

1 250€

PARTICIPATION CNRACL
- 29,8% par rapport à 2021

La baisse de l'activité retraite du pôle s'explique par le fait que les collectivités privilégient désormais la gestion des liquidations de retraite au droit à l'information. La monétisation des contrôles effectués par le centre de gestion peut également être un facteur de ce recul.

• ALLOCATIONS CHÔMAGE



30

DOSSIERS
TRAITÉS

+ 9% par rapport à 2021



671

CONSEILS
PAR COURRIERS

+ 34,2% par rapport à 2021



8 198€

PARTICIPATION COLLECTIVITÉS
- 2% par rapport à 2021

L'activité chômage reste stable avec un nombre de nouveaux dossiers constant (11). Il est à noter que les réformes successives accroissent les cas d'ouverture au chômage et complexifient l'instruction des dossiers.

• REPRISE SERVICES ANTERIEURS DES CONTRACTUELS À LA NOMINATION STAGIAIRE



50

DOSSIERS
TRAITÉS



2 107€

PARTICIPATION COLLECTIVITÉS

• MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE

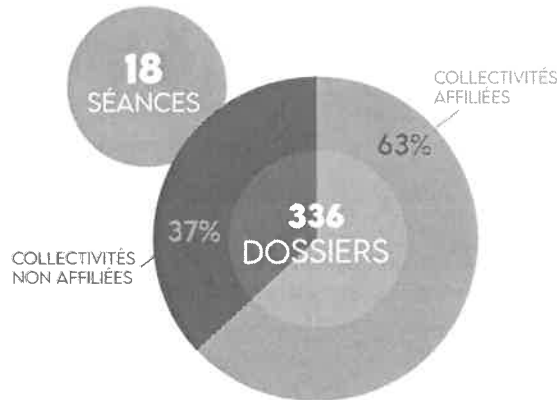
Ouverture de la prestation en septembre :
• 8 collectivités adhérentes ;
• aucune demande de médiation reçue.

PÔLE MÉDICAL CONSEIL MÉDICAL

TEMPS FORTS 2022

- Le pôle *Instances médicales* devient le pôle *Médical* composé du Conseil médical et de la médecine préventive.
- Réforme des instances médicales liée au décret du 11 mars 2022 : le Comité médical et la Commission de réforme fusionnent pour devenir le Conseil médical comprenant une formation restreinte (ex Comité médical) et une formation plénière (ex Commission de réforme).

CONSEIL MÉDICAL FORMATION RESTREINTE



-24%

dossiers présentés par rapport à 2021, diminution liée à la réforme des instances

53%

avis favorables rendus par le Conseil médical en formation restreinte

1

saisine du Conseil médical supérieur confirmant l'avis du Conseil médical départemental

SECRÉTARIAT MÉDICAL

Gestion du secrétariat des expertises médicales des 2 médecins agréés conventionnés hébergés dans les locaux du centre de gestion



483 expertises réalisées

- 90** rapports d'expertises médicales rédigés (+ 28% par rapport à 2021)
- 73 ½** journées de présence (+20% par rapport à 2021)
- 60%** concernent des agents territoriaux, **40%** concernent des agents des autres fonctions publiques



2221

COURRIERS & COURRIELS ENVOYÉS



1,68

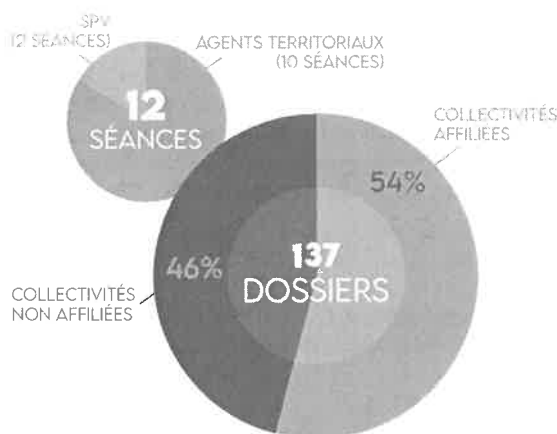
JOURS DÉLAI MOYEN DE RÉPONSE



93

JOURS DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT

CONSEIL MÉDICAL FORMATION PLÉNIÈRE



+19%

dossiers présentés par rapport à 2021

+48%

dossiers de retraite pour invalidité instruits



707

COURRIERS & COURRIELS ENVOYÉS



65

JOURS DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT



3,06

JOURS DÉLAI MOYEN DE RÉPONSE

PÔLE MÉDICAL MÉDECINE PRÉVENTIVE & CONTRATS GROUPES

MÉDECINE PRÉVENTIVE



1^{er} juillet 2022 : arrivée du Docteur Xavier Boutillon
1^{er} août 2022 : arrivée de Maryline Edinger, secrétaire médicale

1^{er} septembre 2022 : ouverture du service de médecine préventive

Subvention de 71 565€ du Fonds interministériel pour l'amélioration des conditions de travail (FIAC) dédiée à l'aménagement de l'espace médecine préventive dans les locaux du centre de gestion.



POPULATION COUVERTE

1228 agents suivis

- 1205 agents de l'État
- 23 agents territoriaux (répartis dans 13 collectivités)



ACTIVITÉ MÉDICALE

517 visites programmées (480 réalisées, 37 visites non honorées)

- 449 visites périodiques
- 5 visites à la demande des agents
- 18 visites à la demande des employeurs

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE



Lancement d'une consultation pour la négociation une convention de participation sur les risques santé et prévoyance par 4 centres de gestion (Indre, Cher, Loir-et-Cher et Eure-et-Loir), projet piloté par le centre de gestion d'Eure-et-Loir.

815 collectivités et établissements publics se sont associés à cette consultation pour un potentiel d'adhérents de 20 000 agents.

Opérateurs retenus : Intériale (santé) et Territoria mutuelle (prévoyance)

Au 31 décembre 2022 :

- 223 collectivités adhérentes à la santé, soit 4492 agents dont 92 collectivités pour 3216 agents en Eure-et-Loir
- 171 collectivités adhérentes à la prévoyance, soit 3084 agents dont 39 collectivités pour 1624 agents en Eure-et-Loir

CONTRAT GROUPE ASSURANCE STATUTAIRE



278 collectivités et établissements publics adhérents : 89% (moins de 30 agents CNRACL), 11% (30 agents et plus CNRACL).



5354 agents couverts



14 collectivités de plus de 30 agents ont vu leur taux renégocié pour un montant de prime supplémentaire de 700 000€

CONVENTION PARTICIPATION SANTÉ

Convention souscrite auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) pour une durée de 5 ans, de 2016 à 2021, prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 dans le cadre de la réforme en cours de la protection sociale des agents publics.



112 collectivités et établissements publics adhérents



3137 agents couverts

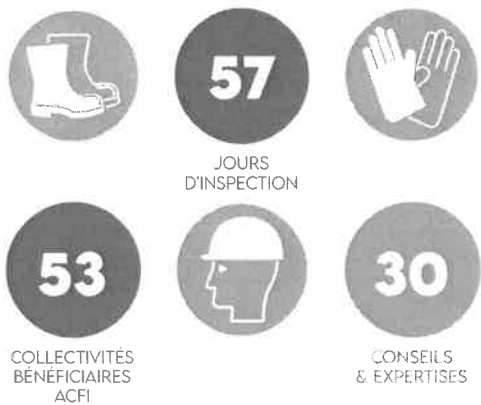


PÔLE SANTÉ AU TRAVAIL

TEMPS FORTS 2022

- Lancement de la prestation *Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)* et mise en œuvre d'un nouvel outil pour l'automatisation de la cotation des risques.
3 collectivités ont été accompagnées en 2022.
- Renouvellement de la convention triennale FIPHP pour 190 000€.
- Forte hausse de la demande des collectivités pour la réalisation de diagnostics risques psychosociaux (5 en 2022 pour 1 en 2021)

PRÉVENTION RISQUES PROFESSIONNELS



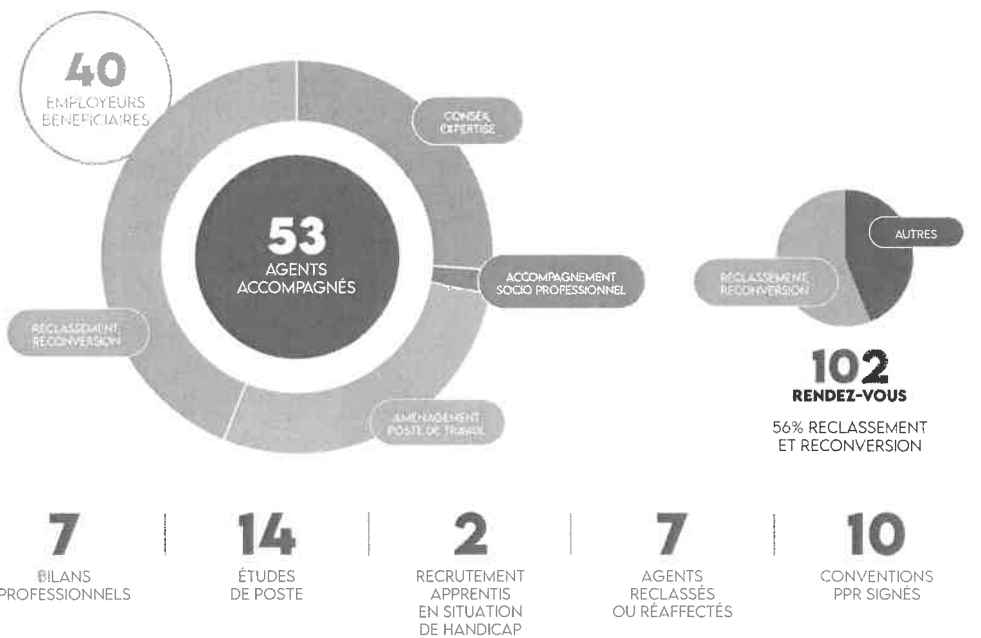
4 rencontres organisées avec le réseau des Assistants et Conseillers de Prévention (ACP) et une formation proposée sur l'accessibilité des ERP.

86 dossiers traités en CHSCT

MISE À DISPOSITION TRAVAILLEUR SOCIAL

4 agents reçus sur des problématiques diverses : séparation conjugale, famille, logement, budget, santé, addiction et emploi.

L'INSERTION ET LE MAINTIEN DANS L'EMPLOI DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL



60 participants pour les ateliers la psychologie positive au travail

5 ATELIERS MANAGERS

Propositions de thématiques innovantes et disruptives telles que *initiation à la méditation pleine conscience* ou *prévention du burn-out avec la programmation neuro-linguistique (PNL)*

1 Formation aux premiers secours en santé mentale (PSSM)

2 FORMATIONS PSSM

Certification formatrice PSSM en 2022 de la psychologue du travail permettant de proposer des formations PSSM en interne

PÔLE GESTION DES RESSOURCES ET DES ARCHIVES & COMMUNICATION

ACCOMPAGNEMENT À LA GESTION DES ARCHIVES

LE BUDGET 2022 EN CHIFFRES



5

COLLECTIVITÉS
ACCOMPAGNÉES



146

JOURS
D'INTERVENTION



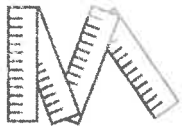
6

DIAGNOSTICS
RÉALISÉS



2

INTERVENTIONS
TERMINÉES



150

MÈTRES LINÉAIRES
ÉLIMINÉS



9200

KILOMÈTRES
PARCOURUS

L'activité soutenue du service Accompagnement à la gestion des Archives a été renforcée avec l'arrivée d'un second archiviste itinérant en septembre permettant une augmentation de 25% des jours d'intervention.

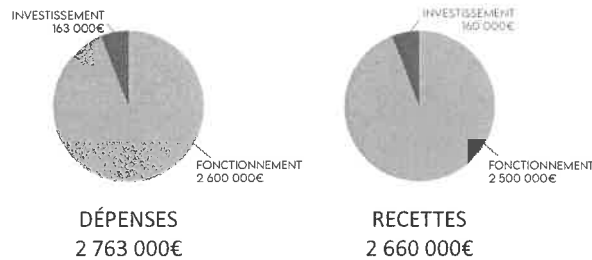
COMMUNICATION

65 supports print produits
(brochure, affiche, formulaire...)

7 vidéos diffusées sur Internet

500 abonnés LinkedIn

RÉSULTATS 2022

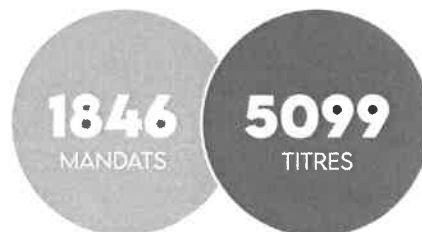


Les taux de cotisation restent inchangés à l'exception du taux additionnel (+0,05%) :

- taux obligatoire : 0,8%
- taux additionnel : 0,30%
- taux de contribution : 0,084%

Les charges de personnel représentent 68% des dépenses de fonctionnement.
93% des recettes sont issues du produit des activités des services dont 50% relèvent des missions facultatives du centre de gestion.

LES MOYENS GÉNÉRAUX



- 15,5%
par rapport
à 2021

+ 16%
par rapport
à 2021

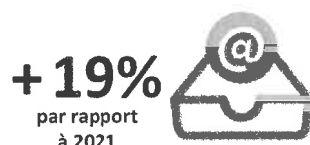
- Baisse des mandats liée au règlement des frais de déplacements via la paie
- Rattrapage de titres des exercices antérieurs



686
fiches de paie
+ 7,5%
par rapport
à 2021



7
Conseils d'administration
75
délibérations



+ 19%
par rapport
à 2021

18 787
courriels entrants



- 1%
par rapport
à 2021

3 589
courriels entrants



+ 27%
par rapport
à 2021

12 170
courriels sortants

Les envois électroniques sont de plus en plus privilégiés, l'organisation des élections professionnelles a contribué à l'augmentation des volumes numériques et papiers.

LES AGENTS DU CENTRE DE GESTION AUX CÔTÉS DES EMPLOYEURS EURÉLIENS



29

AGENTS
TERRITORIAUX
+ 3 par rapport
à 2021



1

APPRENTIE



4

NOMINATIONS
STAGIAIRES
SUITE À LA RÉUSSITE
À UN CONCOURS



2

FONCTIONNAIRES
PRIVÉS D'EMPLOI



27

VACATAIRES
11 RECRUTEMENTS
EN 2022

MOUVEMENTS 2022

2 départs

- 1 licenciement
- 1 démission

4 arrivées

- 1 fonctionnaire
- 3 contractuels
- 1 agent contractuel
emploi non permanent
- 1 apprentie communication



Suivez l'actualité
du CDG28



Tiers de confiance dans la gestion des ressources humaines, le CDG28 accompagne les collectivités et les établissements publics euréliens dans la réussite de leurs projets.

